

Christophe POINSATTE

60 rue de Paris
95 150 Taverny

130 bis avenue Charles de Gaulle
92 200 Neuilly sur Seine

Tél. : +33 (0)6 32 28 09 75

Christophe.poinsatte@aura-conseil.fr

Association d'Enquête et de Médiation

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

2 rue de Piqueport
40180 SEYRESSE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association d'Enquête et de Médiation
Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901
2 rue de Piqueport
40180 SEYRESSE

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'Association d'Enquête et de Médiation,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association d'Enquête et de Médiation relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Au titre des autres informations en annexe :

1. Dans le paragraphe « Faits caractéristiques », l'association indique qu'elle a connu en fin d'année 2024 des difficultés administratives dans la taxation des prestations dans le logiciel CHORUS PRO. De ce fait l'association a estimé l'ensemble des enquêtes qui se sont terminées en 2024 et qui n'ont pas pu faire l'objet d'une taxation avant la clôture pour un montant de 204 940 €. Ce montant a été constaté en factures à établir.
2. L'association comptabilise une provision pour risque de reversement des subventions liée à une évaluation forfaitaire du risque de reversement des subventions. Le montant provisionné au 31/12/2024 tel qu'il apparaît dans le paragraphe « Provisions pour risques et charges » ressort à 15 072€.

Nous avons vérifié le caractère approprié d'une telle provision sur la base de l'existence avérée d'un risque de reversement des subventions reçues et estimé le caractère prudent de cette provision au travers d'une analyse du montant de subventions comptabilisées depuis 5 ans et de la dynamique baissière résultant des nouveaux process de facturations.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil

d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la

collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

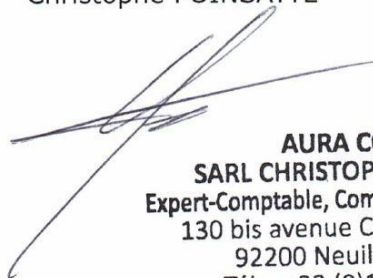
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly, le 22 avril 2025

Le commissaire aux comptes

Christophe POINSATTE



AURA CONSEIL
SARL CHRISTOPHE POINSATTE
Expert-Comptable, Commissaire aux Comptes
130 bis avenue Charles de Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine
Tél. : +33 (0)1 81 93 59 66
RCS Nanterre 509 768 982 - NAF 6920Z

ASSOCIATION ENQUÊTE ET MEDIATION

Comptes annuels

Bilan au 31/12/2024

2 RUE DE PIQUEPORT

40180 SEYRESSE

SIRET : 42048519500705

IN EXTENSO QUIMPER

5 Rue Emile Le Page
29000 Quimper

Tél : 02 98 53 37 50
02 98 90 31 61

ENQUÊTE ET MEDIATION

en quelques chiffres

Clôture : 31/12/2024

TOTAL RESSOURCES
8 % Augmentation de 708 K€

9 310 K€

RESULTAT
-5 % des ressources

-444 K€

FONDS DE ROULEMENT

3 937 K€

BESOIN
EN FONDS DE ROULEMENT

543 K€

TRESORERIE

3 394 K€

FONDS PROPRES

4 566 K€

ENDETTEMENT FINANCIER NET

155 K€

CAPACITE
D'AUTOFINANCEMENT

-424 K€

Comptes annuels

Bilan Actif

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024		Au 31/12/2023	
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	28 946	16 383	12 563	22 211
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	40 925		40 925	32 800
Constructions	777 575	165 072	612 503	491 047
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	262 270	163 500	98 770	99 659
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	45		45	60
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	84 655		84 655	61 909
TOTAL I	1 194 416	344 955	849 461	707 686
Comptes de liaison				
II				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 928 467	138 095	1 790 372	1 350 021
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	444 014		444 014	532 513
Valeurs mobilières de placement	500 447		500 447	
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 893 124		2 893 124	4 040 098
Charges constatées d'avance	10 461		10 461	4 802
TOTAL III	5 776 514	138 095	5 638 419	5 927 434
Frais d'émission des emprunts				
IV				
Primes de remboursement des obligations				
V				
Ecart de conversion actif				
VI				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	6 970 930	483 050	6 487 880	6 635 120

Bilan Passif

	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	211 148	211 148
Autres réserves	2 295 793	1 830 793
Report à nouveau	2 502 347	2 488 999
Excédent ou déficit de l'exercice	-443 671	478 348
Situation nette	4 565 616	5 009 288
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	4 565 616	5 009 288
Comptes de liaison		
FONDS REPORTES ET DEDIES	II	
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	169 352	
TOTAL III	169 352	
PROVISIONS		
Provisions pour risques	15 072	67 946
Provisions pour charges	51 273	39 990
TOTAL IV	66 345	107 936
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	154 526	75 335
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	119 749	165 668
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 029 076	910 884
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	55 913	56 991
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	327 303	309 019
TOTAL V	1 686 567	1 517 897
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	6 487 880	6 635 120

Compte de résultat

	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	6 072 216	5 381 276
- dont parrainages	461 630	478 679
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 014 317	2 820 659
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	46 864	30 000
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	176 261	218 436
Utilisations des fonds dédiés		151 500
Autres produits	674	894
TOTAL I	9 310 332	8 602 765
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	2 447 351	2 316 440
Aides financières	64 800	18 000
Impôts, taxes et versements assimilés	553 324	346 197
Salaires et traitements	4 959 720	4 100 683
Charges sociales	1 500 615	1 144 986
Dotations aux amortissements et dépréciations	142 729	153 575
Dotations aux provisions	26 355	76 168
Reports en fonds dédiés	169 352	
Autres charges	66 860	108 652
TOTAL II	9 931 105	8 264 700
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-620 774	338 065
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	11 035	9 879
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	11 035	9 879
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	826	909
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	826	909
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	10 209	8 970
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	-610 564	347 035

Compte de résultat (Suite)

	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	177 690	228 702
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	177 690	228 702
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	10 200	96 845
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	10 200	96 845
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	167 490	131 857
Participations des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
	597	544
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	9 499 058	8 841 346
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	9 942 729	8 362 998
EXCEDENT OU DEFICIT	-443 671	478 348
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature	77 547	63 296
Bénévolat		
TOTAL	77 547	63 296
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	77 547	63 296
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	77 547	63 296

PRESENTATION GENERALE

En 2023, l'AEM dispose de 33 établissements répartis dans 18 départements.
En 2024, l'AEM a créé un établissement supplémentaire dans l'Oise.

Créée en 1998, l'AEM est une association socio-judiciaire qui intervient en matière pénale et civile auprès des juridictions.
Au fil des années, l'Association a développé son expertise sur les thématiques suivantes :

- Mesures socio-judiciaires pénales
- Prévention de la délinquance
- Individualisation des sanctions
- Développement des mesures alternatives (stages)
- Mesures socio-judiciaires civiles
- Résolution amiable des conflits
- Accès aux droits
- Soutien à la parentalité
- Justice résolutive de problèmes
- Justice thérapeutique

Afin de mener à bien ses missions, l'association a noué des partenariats avec les Préfectures et les différents services de l'Etat, les collectivités locales et les Caisses d'allocations familiales.

Toutes les missions confiées à l'AEM sont mises en oeuvre par des professionnels qualifiés, issus de filières diversifiées (juristes, travailleurs sociaux, psychologues, médiateurs, administratifs).

Chaque département dans lequel l'Association est implanté compte une équipe dédiée.

Les départements sont encadrés par des coordinatrices et coordinateurs.

L'association est organisée en six grandes régions : Nord, Bretagne, Sud-Ouest, Grand-Est, Franche-Comté et Corse
4 régions disposent d'une Directrice Régionale en charge d'organiser les activités de l'Association.

L'Association est pilotée par la Direction Générale de l'Association, aidée en cela par un pôle de Ressources Humaines et un pôle Gestion, basé à Seyresse dans les Landes.

Outre nos interventions avec les juridictions, l'AEM intervient dans :

3 Unités Médico-Judiciaires (UAPED) destinées à l'accueil des mineurs victimes de violences physiques et/ou sexuelles, et porte l'EPRRED de Corse.

14 espaces rencontres au sein desquels des enfants peuvent rencontrer dans un lieu neutre et sécurisé leur parent non gardien, sur décision du Juge aux Affaires Familiales ou sur demandes volontaires.

3 services de médiation familiale.

L'AEM met également en oeuvre dans certains départements des rencontres médiatisées parents-enfants en présence d'un tiers à la demande du Juge des enfants.

Des dispositifs de justice résolutive de problème et de justice thérapeutique sont déployés dans 15 juridictions.

L'association intervient dans l'accompagnement des familles dans deux départements, dans le cadre de la lutte de la radicalisation.

L'AEM est labellisée CPCA, centre de prise en charge des auteurs de violences conjugales en Picardie et en Charente-Maritime.

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 6 487 880 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de -443 671 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

L'association a connu en fin d'année 2024 des difficultés administratives dans la taxation des prestations dans le logiciel CHORUS PRO. De ce fait l'association a estimé l'ensemble des enquêtes qui se sont terminées en 2024 et qui n'ont pas pu faire l'objet d'une taxation avant la clôture pour un montant de 204 940 €. Ce montant a été constaté en factures à établir.

Événements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- Constructions 10 ans,
- Agencements et aménagements 10 ans,
- Mobilier de bureau et informatique 3 à 4 ans,
- Mobilier 5 ans,

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

- Créance de l'exercice N-1 sont dépréciées à 25 %
- Créance de l'exercice N-2 sont dépréciées à 50 %
- Créance de l'exercice N-3 sont dépréciées à 75 %
- Créances antérieures sont dépréciées à 100 %

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir.

- Département 02 = 8 800 €
- Département 16 = 40 391 €
- Département 17 = 35 480 €
- Département 33 = 31 860 €
- Département 35 = 21 411 €
- Département 40 = 18 331 €
- Département 52 = 6 400 €
- Département 55 = 1 000 €
- Département 59 = 30 000 €
- Département 60 = 85 921 €
- Département 71 = 12 000 €
- Département 80 = 83 140 €

Provision pour risques et charges

Une provision pour risques de reversement de subvention a été constituée à la clôture de l'exercice à hauteur de 15 072 euros.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 3 %.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 51 273 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 169 352 €

Emprunts

Au cours de l'exercice, l'entité a souscrit un emprunt d'un montant de 150 000 euros sur 5 ans dans le cadre de l'acquisition d'un bâtiment à Laon.

Le montant restant à rembourser au 31/12/2024 est de 154 526 euros.

Contributions volontaires en nature

L'association bénéficie de mise à disposition gratuite de locaux pour 77 547 euros, dont le détail est joint en annexe.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Rémunérations versées à certains dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 31/12/2024 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 193 468 euros. Ces rémunérations comprennent les caractéristiques suivantes :

	Rémunérations	Avantages en nature
Montant total	193 468	

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	28 946		
TOTAL	28 946		
Terrains	32 800		8 125
Constructions :	623 200		154 375
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	72 389		21 634
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	150 242		18 006
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	878 631		202 140
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :	60		
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	61 909		32 137
TOTAL	61 969		32 137
TOTAL GENERAL	969 546		234 276
CADRE B	Diminutions		Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession	Valeur d'origine des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			28 946
TOTAL			28 946
Terrains			40 925
Constructions :			777 575
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Gales, agencements et aménagt. const.			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Gales, agencements et aménagt. divers			94 023
- De transport			
Matériel :			
- De bureau et informatique, mobilier			168 248
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL			1 080 770
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :	15		45
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	9 391		84 655
TOTAL	9 406		84 700
TOTAL GENERAL	9 406		1 194 416

Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	84 655		84 655
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	1 928 467	1 687 576	240 891
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	18 210	18 210	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	414 425	414 425	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	11 380	11 380	
Charges constatées d'avance	10 461	10 461	
TOTAL	2 467 598	2 142 052	325 546

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine	154 526	34 613	119 913	
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	119 749	119 749		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	373 640	373 640		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	473 138	473 138		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	182 298	182 298		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	55 913	55 913		
Produits constatés d'avance	327 303	327 303		
TOTAL	1 686 567	1 566 654	119 913	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	150 000			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	70 809			

Variation des fonds propres 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves	2 041 941	465 000			2 506 941
Report à nouveau	2 488 999	13 348			2 502 347
Excédent ou déficit de l'exercice	478 348	-478 348		443 671	-443 671
Situation nette	5 009 288			443 671	4 565 616
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions règlementées					
TOTAL	5 009 288			443 671	4 565 616

Variation des fonds propres

Variation des fonds propres	31/12/2023	Affectation	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Reserves statutaires ou contractuelles	211 148,00 €				211 148,00 €
Reserves pour projets de l'entité	950 381,00 €				950 381,00 €
Revalorisation salariale	275 000,00 €				275 000,00 €
Formations des coordos	30 000,00 €				30 000,00 €
Formations ciblées des personnels	30 000,00 €				30 000,00 €
Logiciel RH	20 000,00 €				20 000,00 €
Logiciel de suivi d'activité	50 000,00 €				50 000,00 €
Investissements dans les dispositifs	224 000,00 €	465 000,00 €			689 000,00 €
Fonds de garantie défaillance Régie	250 000,00 €				250 000,00 €
Non affecté	71 381,00 €				71 381,00 €
Autres réserves et RAN	3 369 410,00 €	13 348,00 €			3 382 758,00 €
Excédent ou déficit de l'exercice	478 348,00 €	-478 348,00 €		443 671,00 €	-443 671,00 €
Situation nette	5 009 288,00 €				4 565 616,00 €
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provision règlementées					
Total	5 009 288,00 €			443 671,00 €	4 565 616,00 €

Variation des fonds dédiés - Ressources liées à la générosité du public

Ressources liées à la générosité du public	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
AEM 02							
AEM 16							
AEM 17							
AEM 20		126 352				126 352	
AEM 22							
AEM 24							
AEM 33							
AEM 35							
AEM 39							
AEM 40							
AEM 52							
AEM 55							
AEM 59							
AEM 60		43 000				43 000	
AEM 62							
AEM 71							
AEM 80							
AEM 88							
TOTAL		169 352				169 352	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif

(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Etat des provisions et dépréciations

		Montant début exercice	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : reprises ex.		Montant à la fin de l'exercice
				Utilisées	Non utilisées	
Provisions réglementées						
Provisions pour investissements						
Provisions relatives aux stocks						
Provisions relatives aux éléments d'actif						
Amortissements dérogatoires						
Autres provisions réglementées						
TOTAL I						
Provisions pour risques et charges						
	- litiges					
Provisions pour risques	- amendes et pénalités					
	- pertes de change					
	- risque d'emploi					
	- autres	67 946	15 072	67 946		15 072
Provisions pour charges sur legs ou donations						
Provisions pour pensions et obligations similaires						
Provisions pour impôts						
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices						
Autres provisions pour risques et charges						
TOTAL II						
		107 936	26 355	67 946		66 345
Provisions pour dépréciations						
	- incorporelles					
	- corporelles					
Immobilisations	- Sur biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
	- Titres mis en équivalence					
	- Titres de participation					
	- autres immobilisations financières					
Sur stocks et en-cours						
Sur comptes clients						
Sur comptes de confédérations, fédérations, unions, entités affiliées						
Sur créances reçues par legs ou donations						
Autres dépréciations						
Total III						
		160 134	59 633	81 672		138 095
TOTAL GENERAL (I+II+III)						
		268 070	85 988	149 618		204 440
Dont dotations et reprises :	- d'exploitation		85 988	149 618		
	- financières					
	- exceptionnelles					

Contributions volontaires en nature

	Répartition par nature de charge	
	31/12/2024	31/12/2023
	Débit	Débit
860 - Secours en nature (alimentaire, vestimentaires,...)		
	TOTAL	
861 - Mise a disposition gratuite de biens (locaux, matériel,...)		
MJD Creil	12 852	12 852
TGI Senlis	12 000	12 000
TGI Compiègne	3 240	3 240
Rochefort	11 299	11 299
TGI Soissons	1 980	1 980
	TOTAL	77 547
		63 396
862 - Prestation		
	TOTAL	
864 - Personnel bénévole		
	TOTAL	
	TOTAL GENERAL	77 547
		63 396
	Répartition par nature de ressources	
	31/12/2024	31/12/2023
	Crédit	Crédit
870 - Dons en nature		
	TOTAL	
871 - Prestation en nature		
MJD Creil	12 852	12 852
TGI Senlis	12 000	12 000
TGI Compiègne	3 240	3 240
Rochefort	11 299	11 299
TGI Soissons	1 980	1 980
	TOTAL	77 547
		63 396
875 - Bénévolat		
	TOTAL	
	TOTAL GENERAL	77 547
		63 396

Contributions volontaires en nature

Répartition par nature de charge	31/12/2024	31/12/2023
	Débit	Débit
860 - Secours en nature (alimentaire, vestimentaires,...)		
TOTAL		
861 - Mise a disposition gratuite de biens (locaux, matériel,...)		
Saint Dizier	2 550	2 550
TJ Rennes	3 427	3 427
Palais Finosello - Ajaccio		2 520
TJ Ajaccio		672
Résidence Renée St Jean Angély	11 127	10 044
TOTAL	77 547	63 396
862 - Prestation		
TOTAL		
864 - Personnel bénévole		
TOTAL		
TOTAL GENERAL	77 547	63 396
Répartition par nature de ressources	31/12/2024	31/12/2023
	Crédit	Crédit
870 - Dons en nature		
TOTAL		
871 - Prestation en nature		
Saint Dizier	2 550	2 550
TJ Rennes	3 427	3 427
Palais Finosello - Ajaccio		2 520
TJ Ajaccio		672
Résidence Renée St Jean Angely	11 127	10 044
TOTAL	77 547	63 396
875 - Bénévolat		
TOTAL		
TOTAL GENERAL	77 547	63 396

Contributions volontaires en nature

	31/12/2024	31/12/2023
Répartition par nature de charge	Débit	Débit
860 - Secours en nature (alimentaire, vestimentaires,...)		
TOTAL		
861 - Mise a disposition gratuite de biens (locaux, matériel,...)		
Maison des associations Périgueux		1 560
TGI Lille	1 252	1 252
Saint Antoine - Bastia	17 820	
TOTAL	77 547	63 396
862 - Prestation		
TOTAL		
864 - Personnel bénévole		
TOTAL		
TOTAL GENERAL	77 547	63 396
	31/12/2024	31/12/2023
Répartition par nature de ressources	Crédit	Crédit
870 - Dons en nature		
TOTAL		
871 - Prestation en nature		
Maison des associations Périgueux		1 560
TGI Lille	1 252	1 252
Saint Antoine - Bastia	17 820	
TOTAL	77 547	63 396
875 - Bénévolat		
TOTAL		
TOTAL GENERAL	77 547	63 396

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	9	5
Agents de maîtrise & techniciens	15	31
Employés	152	126
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		2
TOTAL	176	162

Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 919	23 038
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	514 544	457 806
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
TOTAL	532 463	480 844

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances clients, usagers et comptes rattachés	228 410	95 592
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	22 367	146 540
Valeurs mobilières de placement	447	
Instruments de trésorerie		
Disponibilités		
TOTAL	251 224	242 132

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation	327 303	309 019
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		327 303	309 019

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	10 461	4 802
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		10 461	4 802

Ventilation des ressources d'exploitation

Ventilation des ressources d'exploitation	Montant
Frais de justice	6 072 216
Subventions	3 014 317
Aides financières	46 864
Reprise de provisions	149 618
Trasfert de charge	26 643
Autres produits d'exploitation	674
TOTAL	9 310 332